

## Analyse économique des effets du Covid-19 au Burkina Faso

### **Pr Idrissa Mohamed OUEDRAOGO**

Directeur de l'Ecole Doctorale/Université Aube Nouvelle, Ouagadougou, Burkina Faso ;  
Centre de Formation, d'Orientation et de Recherche pour la Gouvernance Economique en Afrique  
(FORGE-Afrique)

[Idriss\\_mo@yahoo.fr](mailto:Idriss_mo@yahoo.fr)

### **Dr Somlanare Romuald KINDA**

Enseignant chercheur/Université Ouaga2, Ouagadougou, Burkina Faso ;  
Centre de Formation, d'Orientation et de Recherche pour la Gouvernance Economique en Afrique  
(FORGE-Afrique)

[kindaromuald@gmail.com](mailto:kindaromuald@gmail.com)

### **Dr Patrice Rélouendé ZIDOUEMBA**

Enseignant chercheur/Université Nazi Boni, Bobo-Dioulasso, Burkina Faso ;  
Centre de Formation, d'Orientation et de Recherche pour la Gouvernance Economique en Afrique  
(FORGE-Afrique)

[patrice.zidouemba@gmail.com](mailto:patrice.zidouemba@gmail.com)

## Résumé

A l'instar des autres pays, le Burkina Faso est affecté par la propagation de la maladie à coronavirus (Covid-19). Cela a conduit les autorités à adopter rapidement des mesures protectrices. L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact de la propagation du Covid-19 sur l'économie du Burkina Faso. Un modèle d'équilibre général calculable est utilisé pour analyser deux scénarios. Dans le premier scénario, il est supposé que la pandémie du Covid-19 s'estompe au bout de trois (3) mois alors que dans le second scénario, la pandémie dure environ six (6) mois. Les résultats indiquent des impacts importants tant sur le plan macroéconomique et sectoriel que sur le bien-être des agents. Tout d'abord, la croissance économique pourrait passer de 5,7% en 2019 à une fourchette comprise entre +1,38% et -1,75% en 2020. Ensuite une hausse du chômage est attendue (entre +1,93% et +5,92%) en raison de la baisse des productions sectorielles (allant de -3% à -12%). Par ailleurs, il est attendu une contraction des exportations sectorielles pouvant aller de -6% pour les produits d'extraction minière (l'or) à -16% pour les produits de l'agriculture de rente (le coton). Cela fera perdre au Burkina Faso des ressources importantes contribuant ainsi à creuser davantage le déficit public qui se situerait entre -4,53% et -6,12% du PIB. Enfin, la flambée des prix agricoles et la hausse du chômage contribueront à réduire fortement le pouvoir d'achat des ménages et ce, pour toutes les catégories socio-professionnelles.

## Introduction

Depuis décembre 2019, le monde fait face à une crise sanitaire liée au coronavirus (Covid-19). Celui-ci s'est propagé de la Chine vers les pays développés et les pays en développement. Bien que faisant partie des derniers à être affectés, les pays africains font face à une menace collective sur la vie humaine, la cohésion sociale et à un désastre économique. Ces pays sont caractérisés par un système sanitaire très peu efficace et par des institutions fragiles.

De nombreuses études (ECA, 2020 ; IMF, 2020, World Bank, 2020) concluent que la propagation du coronavirus aura de graves conséquences économiques sur les pays africains. Selon la Commission Economique pour l'Afrique (ECA, 2020), le taux de croissance économique pour l'Afrique pourrait se contracter fortement. Les rapports du FMI (IMF, 2020) et de la Banque Mondiale (World Bank, 2020) anticipent une récession économique comprise entre -2,1% et -5,1% essentiellement en raison de l'impact négatif de la pandémie sur le commerce mondial et ses répercussions sur les économies africaines. A la date du 22 Avril 2020, 2 628 527 individus étaient affectés par la maladie du Coronavirus

(Covid-19) au niveau mondial dont 609 cas confirmés au Burkina Faso, faisant de ce pays l'un des plus affectés en Afrique Sub-Saharienne. Des projections faites, les autorités sanitaires prévoient un pic de plus de 7000 cas dans les semaines à venir.

L'économie Burkinabé pourrait être durablement affectée par la propagation de la maladie à coronavirus (Covid-19). Cela a amené les autorités à adopter rapidement plusieurs mesures parmi lesquelles la fermeture des frontières aériennes, terrestres et ferroviaires, la fermeture des établissements scolaires et universitaires, des unités de production et des services (marchés, débits de boissons, services de transports urbain et interurbain), l'interdiction de regroupement de plus de 50 personnes, etc. Ces mesures qui visent à limiter la propagation du virus auront sans aucun doute des effets importants sur tous les pans de l'économie principalement, sur la croissance économique, l'emploi et les revenus des ménages.

L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact de la propagation du covid-19 sur l'économie du Burkina Faso. Pour ce faire, nous

utilisons un modèle de simulation (modèle d'équilibre général calculable) et des données réelles représentant la structure de l'économie burkinabè. L'avantage de ce type de modèle est sa capacité à représenter de manière cohérente les interactions sectorielles et institutionnelles, ainsi que les relations commerciales du Burkina Faso avec le reste du monde. Un tel cadre méthodologique est fondamental dans la mesure où la pandémie dont les effets sont étudiés ici affecte non seulement l'économie nationale mais aussi l'économie mondiale.

Les hypothèses sur lesquelles l'étude se base portent à la fois sur le temps nécessaire pour juguler la pandémie suivie d'une reprise des activités économiques et sur l'impact sur le commerce international des produits dont le Burkina Faso est exportateur. Face à l'incertitude sur la durée du phénomène, deux hypothèses (scénarios) sont formulées : i) un scénario optimiste qui suppose que l'épidémie n'est maîtrisée qu'au bout de 3 mois avec une demande mondiale pour les exportations burkinabè qui se contracte de 10% ; et ii) un scénario pessimiste qui suppose que l'épidémie s'étend sur 6 mois avec une baisse de la demande mondiale des exportations burkinabè de 20%.

### Méthodologie

Les auteurs s'appuient sur le modèle d'équilibre général calculable de Décaluwé et al. (2013) (PEP-1-t) dont certains paramètres sont modifiés pour le conformer à l'économie Burkinabè. La représentation du chômage, la prise en compte de l'imperfection du marché des facteurs de production, et la distinction des ménages selon leur situation professionnelle permettent ainsi de représenter les principales caractéristiques de l'économie Burkinabè. De même, la principale base de données utilisée est la matrice de comptabilité sociale développée par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Cette matrice est la plus récente

disponible donnant la structure de l'économie nationale. Elle a été largement utilisée dans des travaux de recherche dont celui de Zidouemba et al. (2019). Les deux scénarios considèrent une réduction des capacités productives des secteurs de production allant de -10% (optimiste) à -20% (pessimiste) ainsi qu'une contraction de la demande mondiale pour les exportations burkinabè de 10% (optimiste) et de 20% (pessimiste). L'hypothèse d'une réduction des capacités productives des secteurs de 10% dans le scénario optimiste et de 20% dans le scénario pessimiste nous semble tout à fait réaliste quand on considère le ralentissement voire l'arrêt des activités des entreprises dans plusieurs secteurs productifs sur plusieurs mois. Un arrêt sur 6 mois suppose théoriquement que la production réalisée représentera 50% de la production potentielle. Toutefois, les entreprises nationales ont jusque-là fait preuve d'une capacité d'adaptation à la nouvelle situation à travers des réorganisations plus ou moins importantes de leur fonctionnement (système de rotation, diminution des effectifs et toutes autres mesures permettant une continuité à minima de leurs activités). Ces adaptations permettront ainsi de minimiser les pertes en production. De même, l'hypothèse d'une baisse de la demande mondiale pour les exportations burkinabè se justifie compte tenu de la baisse de la croissance (voire la récession) de l'économie mondiale entraînant une réduction du pouvoir d'achat des consommateurs étrangers.

### Résultats

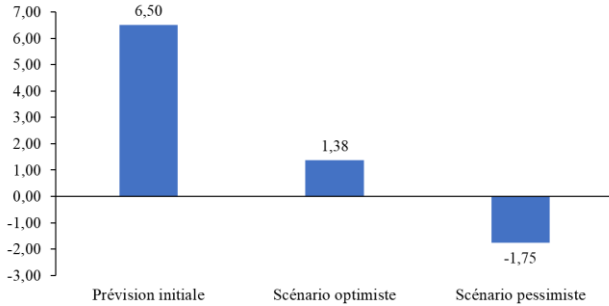
Les résultats des simulations présentés sous forme de graphiques pour une meilleure lecture sont des variations (%) par rapport à un scénario de référence sans COVID-19.

#### Impacts macroéconomiques

Au niveau macroéconomique, la crise de COVID-19 pourrait se traduire par une baisse importante du taux de croissance dans le scénario optimiste (1.38% contre une croissance prévisionnelle de

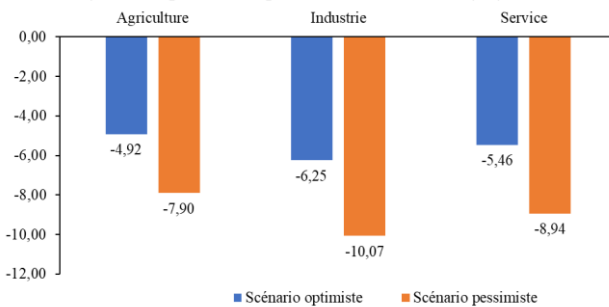
6.5%) et une récession économique (-1.75%) dans le scénario pessimiste. Une telle évolution représente une perte de la richesse nationale allant de 345 milliards à 645 milliards de francs CFA.

Figure 1. Impact sur le taux de croissance du PIB réel (%)



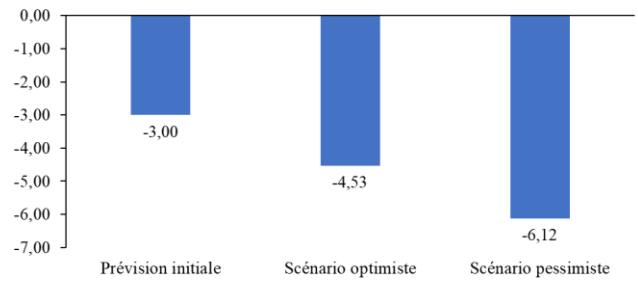
La figure 2 met en évidence les impacts sur les trois grands secteurs de l'économie. Les secteurs industriels et des services pourraient être les plus affectés. Vient ensuite le secteur agricole qui subit aussi de plein fouet les effets de la crise. L'effet négatif sur l'agriculture découle des difficultés rencontrées par le secteur industriel pour qui elle est fournisseur de matières premières et est en même temps dépendante de cette dernière qui lui fournit des intrants agricoles.

Figure 2. Impacts sur la production des secteurs agrégés (%)



La baisse de l'activité économique va engendrer une baisse des recettes publiques, ce qui pourrait conduire à un déficit public plus important atteignant -4,53% du PIB dans le scénario optimiste, et -6.12% du PIB dans le scénario pessimiste (figure 3) contre un déficit prévisionnel d'environ 3% du PIB.

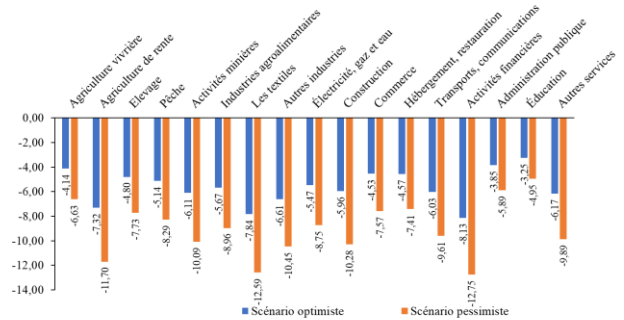
Figure 3. Impacts sur le déficit public (% du PIB)



## Impacts sectoriels

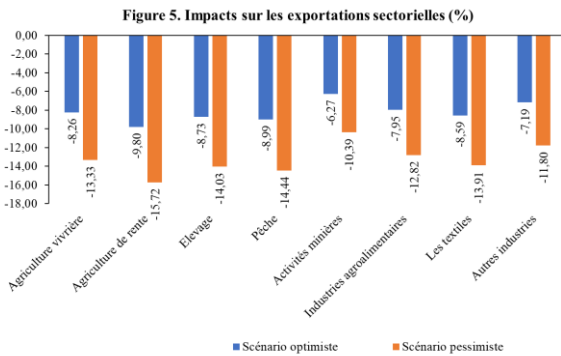
L'évolution de la production des secteurs désagrégés (figure 4) montre que de manière générale les productions sectorielles pourraient connaître une baisse importante qui va de -3% à -13%, selon le secteur et le scénario. La baisse de la production dans certains secteurs pourrait être plus faible que la baisse de la capacité productive simulée, illustrant le fait que les mesures d'adaptation entreprises par certains secteurs pourraient permettre de réduire effectivement les baisses attendues de la production.

Figure 4. Impacts sur les productions sectorielles (%)



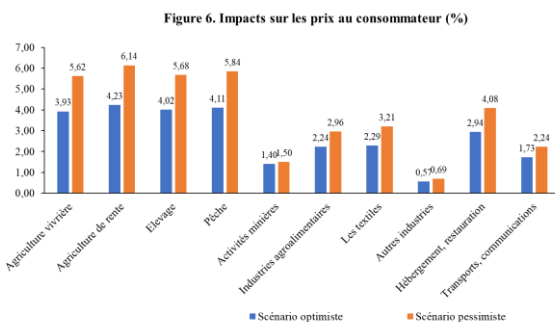
La chute des productions sectorielles et la contraction de la demande mondiale des exportations burkinabè auront sans doute pour conséquence une baisse importante des exportations sectorielles pouvant atteindre -10% pour les produits de l'extraction minière (l'or en particulier) et -16% pour les produits de l'agriculture de rente (le coton en particulier) (figure 5). Le Burkina Faso risque ainsi de voir une grande partie de ses recettes d'exportation

s'écrouler. Rappelons au passage que l'or et le coton représentent à eux seuls plus de la moitié des recettes d'exportation du Burkina Faso, soulignant ainsi l'ampleur du manque à gagner.



## Impacts sur le bien-être

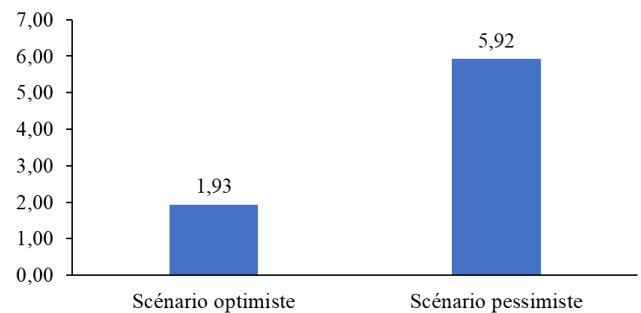
La contraction de l'offre domestique des secteurs de production, combinée à la rigidité de la demande, surtout pour les biens agricoles, ainsi que la difficulté à avoir recours au commerce international du fait de la fermeture des frontières par la majorité des pays, risquent d'entraîner une flambée des prix à la consommation (figure 6). Toutefois, La hausse attendue pourrait être plus forte pour les prix agricoles (+6%) et le prix de la restauration (+4%). La faible hausse des prix non agricoles s'explique par le fait que, face au choc négatif sur les revenus réels, les agents consacreront la majeure partie de leurs ressources aux dépenses de biens essentiels (agricoles) au détriment des biens non agricoles.



En outre, la contraction des activités sectorielles risquerait d'entraîner une augmentation du chômage (figure 7) parce que certaines

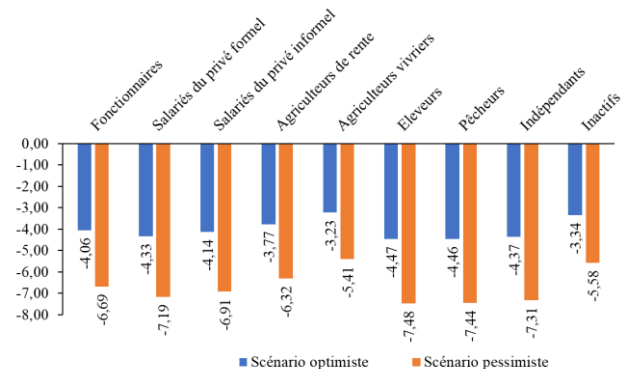
entreprises se verront obligées de libérer une partie importante de leurs employés pour survivre à la crise. Nous savons que les secteurs des services privés formels, et surtout informels sont de grands pourvoyeurs d'emplois au Burkina Faso. Or, ces secteurs subiront indéniablement les effets de la crise de COVID-19. Il va donc en résulter des effets négatifs sur l'emploi.

**Figure 7. Impacts sur le chômage (%)**



Le renchérissement de la vie lié à la hausse des prix, surtout agricoles et la baisse de l'emploi – entraînant une diminution des revenus nominaux – conduiront à une forte détérioration du pouvoir d'achat des ménages et ce, pour toutes les catégories socio-professionnelles (figure 8)

**Figure 8. Impacts sur le pouvoir d'achat des ménages (%)**



## Conclusion

L'objectif de cette recherche était d'analyser l'impact de la propagation du Covid-19 sur l'économie du Burkina Faso à travers une simulation des effets attendus de la crise du COVID-19. Les auteurs cherchent, non pas à

alarmer, mais à attirer l'attention sur le fait que le phénomène qui nous affecte actuellement est assez grave de conséquences. Après les conséquences sanitaires, un désastre socio-économique pourrait s'en suivre si les autorités n'adoptent pas à temps les mesures adéquates pour redresser l'économie nationale. Les mesures déjà prises ainsi que les affectations budgétaires laissent penser qu'il s'agit d'une gestion des effets de court terme. Or les effets de long terme seront de loin les plus importants.

En guise de premières réflexions, nous pensons qu'il conviendra de réfléchir sur une stratégie globale, structurante et endogène de relance économique qui se fondera sur les capacités internes du pays et sur les besoins effectifs et réels des agents.

Pour cela, il conviendrait d'entreprendre des actions de relance tant du côté de la demande que du côté de l'offre. Ainsi, il faudrait que les autorités burkinabé fournissent un soutien temporaire et ciblé aux ménages notamment les plus vulnérables. Ensuite, un appui financier pourrait être accordé aux entreprises et aux secteurs (pourvoyeurs d'emploi) réellement en difficultés. Mais au-delà de ces actions ponctuelles qui du reste, sont déjà en application pour certaines d'entre elles, il importe de mettre l'accent sur la restructuration de l'appareil productif du pays pour en faire un système de production dédié essentiellement à la satisfaction de la demande domestique et qui

s'alimente principalement de matières premières locales. Notons enfin que ces mesures devraient être implémentées dans un environnement social apaisé.

### Bibliographie

Decaluwé, Bernard ; Lemelin, André ; Robichaud, Véronique ; and Maisonnave, Hélène (2010) "PEP-1-t. Standard PEP model: single-country, recursive dynamic version." Politique Économique et Pauvreté/Poverty and Economic Policy Network, Université Laval, Québec.

ECA (2020), Trade Policies for Africa to Tackle Covid-19. United Nation Economic Commission for Africa

IMF (2020), World Economic Outlook: The Great Lockdown. International Monetary Fund, Washington, DC, April

World Bank (2020), Africa Pulse. Washington DC : World Bank Group

Zidouemba, Patrice ; Kinda, Romuald ; Nikiema, Rita ; and Hien, Ruth (2019), Subvention du capital agricole des femmes et inégalités de genre au Burkina Faso, Working Papers MPIA 2019-09, PEP-MPIA

### FORGE-Afrique

---

FORGE-Afrique est un centre de recherche et de réflexion dédié à la recherche et aux traitements analytiques et théoriques des problèmes et faits économiques nationaux et internationaux. Il se donne pour objectif d'éclairer les prises de décisions dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement économique et social. En rendant l'information économique pertinente, claire et accessible à tous à travers une analyse objective et citoyenne des événements économiques, FORGE-Afrique vise à susciter des débats contradictoires sur des thématiques d'intérêt avéré et d'actualité. Le centre se veut donc au service des décideurs politiques, des collectivités locales, des organisations de la société civile, des entreprises et des citoyens.

---